

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 7 février 1924.

N^o 5.

Donnerstag, den 7. Februar 1924.

Loi du 2 février 1924, concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 20 décembre 1923 et celle du Conseil d'Etat du 18 janvier 1924 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote:

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à négocier l'octroi d'une concession ayant pour objet:

1^o l'établissement et l'exploitation de tous ouvrages et canalisations destinés à la distribution de l'énergie électrique dans toute l'étendue du territoire du Grand-Duché;

2^o le droit exclusif d'utiliser à ces fins le domaine public et le domaine privé, tant de l'Etat que des communes.

L'usage du domaine de l'Etat et des communes sera gratuit, sauf le rétablissement des lieux en leur état antérieur aux frais du concessionnaire général.

Le cahier des charges contenant les clauses et les conditions de l'entreprise et l'acte de

Gesetz vom 2. Februar 1924, betreffend die Verteilungsanlagen elektrischer Energie im Großherzogtum Luxemburg.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, usw., usw., usw.

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-kammer vom 20. Dezember 1923, und derjenigen des Staatsrates vom 18. Januar 1924, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird:

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, über die Bewilligung einer Konzession zu unterhandeln, welche bezweckt:

1. Den Bau und Betrieb aller zur Verteilung der elektrischen Energie bestimmten Anlagen auf dem ganzen Gebiet des Großherzogtums;

2. Das ausschließliche Recht, zu diesem Zweck das öffentliche und private Eigentum sowohl des Staates wie der Gemeinden zu benutzen.

Die Benutzung des Staats- und Gemeinde-eigentums ist kostenlos mit der Einschränkung jedoch, daß die Ortlichkeiten auf Kosten des Generalkonzessionärs wieder in ihren vorigen Zustand gesetzt werden.

Das Lastenheft des Unternehmens und der Konzessionsvertrag erhalten erst nach

concession n'auront d'effet qu'après avoir reçu l'approbation du pouvoir législatif.

L'acte de concession impliquera déclaration d'utilité publique des travaux et ouvrages nécessaires à l'exploitation.

Cette déclaration d'utilité publique comporte en même temps le droit pour le Gouvernement de faire établir et, au besoin, modifier des lignes électriques là où il existe déjà des installations de distribution établies en vertu d'une disposition gouvernementale ou d'un contrat communal antérieur à la promulgation de la présente loi, alors même que le distributeur local jouirait d'un monopole dans le domaine en question. Les travaux de modification sont à charge du concessionnaire général.

Le Gouvernement est autorisé à déclarer d'utilité publique l'établissement de l'usine génératrice d'énergie électrique ainsi que de ses dépendances.

Art. 2. Le droit exclusif d'emprunter le domaine de l'Etat et des communes pour le transport et la distribution de l'énergie électrique ne s'applique pas:

a) aux ouvrages et canalisations destinés à la télégraphie, à la téléphonie, à la radio-télégraphie, à la radio-téléphonie et aux autres applications actuellement inconnues de l'énergie électrique;

b) aux canalisations destinées à alimenter des chemins de fer, tramways électriques, et autres voies de transport; toutefois les tramways intercommunaux du canton d'Esch seront tenus de se raccorder au réseau à haute tension du concessionnaire général pour l'approvisionnement en courant auprès de ce dernier; en cas d'électrification des voies de transport un droit de préférence pour la fourniture

ihrer Genehmigung durch die gesetzgebende Gewalt rechtskräftige Wirkung.

Der Konzessionsvertrag schließt die Erklärung öffentlichen Nutzens der für den Betrieb erforderlichen Arbeiten und Anlagen ein.

Diese Erklärung öffentlichen Nutzens gibt zu gleicher Zeit der Regierung das Recht, dort, wo bereits elektrische Verteilungsanlagen bestehen, die vor der Veröffentlichung des gegenwärtigen Gesetzes auf Grund einer regierungsseitigen Verfügung oder eines Gemeindevertrages erstellt wurden, elektrische Leitungen zu errichten und erforderlichen Falls umändern zu lassen, selbst wenn dem Besitzer des lokalen Verteilungsnetzes in dem betreffenden Gebiete ein Monopol eingeräumt worden wäre. Die Umänderungsarbeiten gehen zu Lasten des Generalkonzessionars.

Die Regierung ist ermächtigt, die Stromerzeugungsanlage sowie deren Nebenbetriebe zum Gegenstand öffentlichen Nutzens zu erklären.

Art. 2. Das ausschließliche Benutzungsrecht des Staats- und Gemeindegüter zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie findet keine Anwendung:

a) auf Telegraphen-, Telephon-, Radiotelephon- und Radiotelegraphen-Anlagen, sowie auf alle zur Zeit noch unbekannt Anwendungsmöglichkeiten der elektrischen Energie;

b) auf Speiseleitungen von Eisenbahnen, Straßenbahnen und sonstigen Transportbahnen; die interkommunalen Straßenbahnen des Kantons Esch sind jedoch gehalten, sich an das Hochspannungsnetz des Generalkonzessionars zwecks Strombelieferung anzuschließen; im Falle einer Elektrifizierung der Transportbahnen wird unter gleichen Bedingungen dem Konzessionar der

du courant est accordé, à conditions égales, au concessionnaire de l'électrification du pays;

c) aux canalisations qui ne feront que transiter l'énergie électrique à travers le territoire du Grand-Duché;

d) aux canalisations destinés à servir au transport de l'énergie électrique à l'étranger; toutefois la vente de courant à l'étranger sera soumise à l'autorisation du Gouvernement;

e) aux canalisations destinées à relier les différents sièges d'exploitation ou les dépendances d'une entreprise appartenant à la même personne physique ou morale, à la centrale de celle-ci, à condition que l'électricité transportée serve à l'usage exclusif de cette entreprise;

f) aux canalisations reliant entre elles les centrales d'un groupement de particuliers, à condition que chaque centrale du groupement ait une puissance installée utile au moins égale à 1500 kW et que le courant ne soit transporté qu'à titre d'échange et de secours;

g) aux canalisations destinées à approvisionner une entreprise dont l'exploitation serait arrêtée par suite d'accident pendant le temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations;

h) aux canalisations destinées à la distribution de l'énergie électrique dans les réseaux communaux ou intercommunaux dont l'exploitation est autorisée après l'octroi de la concession générale et en conformité avec le contrat de concession;

i) aux canalisations destinées à alimenter un réseau ou un consommateur que le concessionnaire général refusera de desservir conformément aux conditions de l'acte de concession.

Dans les cas prévus au présent article les permissions de voirie sont accordées par le

Landeselektrifizierung ein Vorrecht auf die Strombelieferung eingeräumt;

c) auf Durchgangsleitungen, welche die elektrische Energie nur transitweise durch das Gebiet des Großherzogtums weiterleiten;

d) auf Leitungen zur Übertragung elektrischer Energie nach dem Auslande; der Stromverkauf nach dem Auslande ist jedoch der Genehmigung der Regierung unterworfen;

e) auf Leitungen, welche die Stromerzeugungszentrale und die verschiedenen Betriebe oder Nebenbetriebe eines derselben physischen oder juristischen Person gehörenden Unternehmens, miteinander verbinden, unter der Bedingung, daß die übertragene Elektrizität zum ausschließlichen Gebrauch dieses Unternehmens dient;

f) auf Leitungen, welche die Stromerzeugungszentralen einer Privatinteressentengruppe untereinander verbinden, unter der Bedingung, daß jede Stromerzeugungszentrale der Gruppe über eine installierte Nuzleistung von mindestens 1500 kW verfügt, und daß die Übertragung des Stromes nur zwecks Austausch und Aushilfe erfolgt;

g) auf Speiseleitungen eines Unternehmens, dessen Betrieb unfallhalber stille steht, aber nur während der unbedingt zur Ausführung der Reparaturen notwendigen Zeit;

h) auf Verteilungsleitungen in kommunalen und interkommunalen Netzen, deren Betrieb nach Bewilligung der Generalkonzeption und in Übereinstimmung mit dem Konzeptionsvertrag gestattet wird;

i) auf Speiseleitungen von Netzen oder Verbrauchern, deren Belieferung gemäß den Bedingungen des Konzeptionsvertrages vom Generalkonzeptionar verweigert wird.

In den im gegenwärtigen Artikel vorgesehenen Fällen werden alle wegbaupolizei-

Gouvernement, même pour l'utilisation de la voirie vicinale.

Art. 3. Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée sans autorisation autre que celle prévue par la législation concernant le régime de certains établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 4. La concession générale ne portera aucune atteinte aux droits résultant de concessions régulièrement octroyées avant la mise en vigueur de la présente loi. Néanmoins ces concessions expirent à la fin de la période en cours pour laquelle elles ont été octroyées. En cas de renouvellement elles ne peuvent courir que pour un délai qui expire à partir du moment où le concessionnaire général sera à même de fournir.

La concession générale ne modifiera pas la situation des régies communales de production et de distribution de courant électrique.

Le sort des régies communales de distribution est réservé. Il y sera statué dans la loi portant approbation de l'acte de concession définitive. Le Gouvernement est autorisé à comprendre dans la concession générale les territoires actuellement desservis par des régies communales de distribution, dans le cas où, d'après les offres qui lui sont faites au sujet de la concession générale, il le juge convenir dans l'intérêt général du pays.

L'exploitation des distributions d'énergie électrique établies en vertu d'une disposition gouvernementale avec clause de révocation cessera à partir du moment où le concessionnaire général sera à même de fournir.

lichen Erlaubnisse von der Regierung erteilt, selbst wenn es sich um die Benutzung der Gemeindefeige handelt.

Art. 3. Für die Herstellung und den Betrieb elektrischer Verteilungsanlagen, die an keinem Punkte ihres Verlaufs öffentliche Wege benutzen, bedarf es keiner andern als der für gewisse, als gefährlich, ungesund oder unbequem geltenden Anlagen gesetzlich vorgesehenen Ermächtigung.

Art. 4. Die Rechte der vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Gesetzes regelrecht verliehenen Konzessionen werden durch die Generalkonzession nicht berührt. Doch erlöschen diese Konzessionen bei Ablauf der ihnen bewilligten, laufenden Konzessionsdauer. Im Falle einer Erneuerung können sie nur verlängert werden für eine Frist, welche mit dem Zeitpunkt erlöscht, wo der Generalkonzessionar die Stromlieferung aufzunehmen in der Lage sein wird.

In kommunalen Stromerzeugungs- und Verteilungs-Regiebetrieben tritt durch die Generalkonzession keine Änderung ein.

Ein Entscheid über die kommunalen Regiebetriebe der Stromverteilung bleibt vorbehalten und wird hierüber erst durch das Gesetz betr. die Genehmigung des endgültigen Konzessionsvertrages bestimmt. Im Falle, wo die Regierung auf Grund der ihr für die Generalkonzession gemachten Offerten es als im allgemeinen Nutzen des Landes liegend erachtet, ist sie ermächtigt, die gegenwärtig im kommunalen Regiebetrieb versorgten Gebiete in die Generalkonzession einzubeziehen.

Bei elektrischen Stromverteilungsanlagen, welche auf Grund einer regierungsseitigen Verfügung mit Vorbehalt des Widerrufs erstellt wurden, hört der Betrieb mit dem Zeitpunkt auf, wo der Generalkonzessionar den Strom zu liefern in der Lage sein wird.

En cas de cessation des exploitations en vertu des dispositions qui précèdent, le concessionnaire général sera obligé de racheter les installations de distribution. Il en sera de même pour les installations de production pour autant que celles-ci auront servi exclusivement ou en ordre principal à la production de l'énergie à distribuer.

Le prix des installations à racheter sera fixé soit à l'amiable, soit à dire d'expert. L'évaluation par les experts se fera moitié sur la base de la valeur d'emploi pour le concessionnaire général, moitié sur la base de la valeur réelle au point de vue du cédant.

Art. 5. La concession confère au concessionnaire le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages, en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des règlements d'administration publique sur la matière.

S'il y a lieu à expropriation, il est procédé conformément à la loi du 17 décembre 1859, au nom de l'autorité compétente, mais aux frais du concessionnaire, qui seul a qualité pour recevoir à ces fins toutes notifications tant judiciaires qu'extrajudiciaires.

Art. 6. L'acte de concession confère, en outre, au concessionnaire le droit:

1° d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, étant entendu que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants, par des règlements d'administration publique;

Werden Betriebe auf Grund vorstehender Bestimmungen eingestellt, so ist der Generalkonzessionnar zum Rückkauf der Verteilungsanlagen verpflichtet. Ein gleiches gilt für die Stromerzeugungsanlagen, soweit dieselben ausschließlich oder vorwiegend zur Erzeugung der zu verteilenden Energie gedient haben.

Der Rückkaufpreis dieser Anlagen wird entweder auf gültlichem Wege oder durch Sachverständige festgesetzt. Die Bewertung durch Sachverständige geschieht zur Hälfte auf der Grundlage des Gebrauchswertes für den Generalkonzessionnar, zur Hälfte auf der Grundlage des wirklichen Wertes vom Standpunkte des Verkäufers aus.

Art. 5. Die Konzession verleiht dem Konzessionnar das Recht, auf den öffentlichen Straßen und ihren Dependenzien alle zur Herstellung und Unterhaltung der Anlagen erforderlichen Arbeiten auszuführen unter Beobachtung der Bedingungen des Lastenheftes und der diesbez. Straßen- und öffentlichen Verwaltungsreglemente.

Im Enteignungsfalle wird gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 1859 verfahren, und zwar geschieht dies im Namen der zuständigen Behörde, aber auf Kosten des Generalkonzessionnars, der allein befugt ist, zu diesem Zweck alle, sowohl gerichtliche wie außergerichtliche, Zustellungen entgegen zu nehmen.

Art. 6. Der Konzessionsvertrag verleiht außerdem dem Konzessionnar das Recht:

1. Dauernd Tragkonstruktionen und Verankerungen für elektrische Freileitungen an der Außenseite der nach der Straße zu gelegenen Mauern oder Gebädefassaden anzubringen; dies Recht kann selbstverständlich nur unter den durch öffentliche Verwaltungsreglemente in bezug auf Sicherheit sowohl als Bequemlichkeit der Bewohner erlassenen Bedingungen ausgeübt werden.

2° de faire passer sans attache ni contact les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions que celles spécifiées sub 1°;

3° d'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes;

4° de couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens, pourraient par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux installations.

L'exécution des travaux prévus sous les numéros 1 à 4 ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête dont la procédure sera déterminée par arrêté grand-ducal; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le Gouvernement.

Elle n'entraîne aucune dépossession; la pose d'appuis sur les murs ou façades ne peut faire obstacle aux droits des propriétaires de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti, ne peut faire obstacle aux droits du propriétaire de clôturer ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, de réparation, de surélévation, de clôture ou de construction, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par celui-ci.

Les indemnités dues pour dommages réels résultant de l'exercice des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage prévues sub 1° à 4° ci-dessus, sont fixées en premier ressort par le juge de paix du canton du fonds assujéti, suivant la compétence et la procédure appli-

2. Unter denselben Bedingungen wie unter 1, elektrische Leitungen ohne Befestigung noch Verbindung über Privateigentum zu führen.

3. Dauernd Masse für Freileitungen auf unbebautes Privateigentum, welches nicht durch Mauern oder gleichwertige Einfriedigungen abgeschlossen ist, zu errichten.

4. An Freileitungen heranreichende Baumäste, die durch ihre Bewegung oder ihr Herabfallen Kurzschlüsse oder Beschädigungen der Anlagen verursachen könnten, zu entfernen.

Der Ausführung der unter den obigen Nummern 1—4 vorgesehenen Arbeiten muß eine direkte Anzeige an die Interessenten sowie eine Untersuchung, gemäß dem durch großh. Beschluß festzulegenden Verfahren, vorausgehen; die Ausführung der Arbeiten kann erst nach regierungsfertiger Genehmigung der detaillierten Absteckungspläne erfolgen.

Die Ausführung hat keine Besitzentziehung zur Folge; das Anbringen von Tragkonstruktionen an Mauern oder Gebädefassaden kann die Rechte der Eigentümer auf Niederreißen, Ausbessern oder Erhöhen nicht hindern. Ebenso kann die Legung von Leitungen oder das Setzen von Masten in einem offenen, nicht bebauten Gelände des Eigentümers Rechte zur Umzäunung oder Bebauung nicht beeinträchtigen. Ein Monat vor Beginn der Niederlegungs-, Ausbesserungs-, Erhöhungs-, Umzäunungs- oder Bebauungsarbeiten muß der Eigentümer durch Einschreibebrief den Konzessionar an dem von diesem gewählten Wohnsitz benachrichtigen.

Die geschuldeten Entschädigungen für die aus der Ausübung der unter 1 bis 4 vorgesehenen Stütz-, Durchgangs- oder Ausüstungsdienstbarkeiten entstandenen wirklichen Schäden werden in erster Instanz vom Friedensrichter des Kantons des der Dienst-

cables en matière civile; s'il y a lieu à expertise, le juge ne pourra nommer qu'un seul expert qui prêtera, le cas échéant, le serment suivant: „Je jure d'accomplir ma mission et de faire mon rapport en âme et conscience. Je le jure, ainsi Dieu me soit en aide."

Art. 7. Dans le cas où sur la base des offres qui lui seront faites au sujet de la concession générale, le Gouvernement juge convenir, dans l'intérêt du pays, de faire porter la concession sur l'utilisation des gaz produits par l'usine génératrice, il est autorisé à comprendre dans la concession à octroyer la distribution de ce gaz pour l'éclairage, le chauffage et autres usages industriels sur le territoire du pays à désigner dans l'acte de concession.

Art. 8. Les infractions à la présente loi et aux règlements d'administration publique pris en exécution de cette loi seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cinquante et un à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

La disposition de l'art. 523 C. p. est applicable aux faits de destruction et celle de l'art. 563^b du même code aux faits de destruction et de dégradation de machines ou d'installations servant à la production, au transport ou à la distribution de l'énergie électrique.

Le livre 1^{er} du Code pénal, l'art. 566 du même code ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, modifiée par celle du 16 mai 1904, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

barkeit unterworfenen Grundstückes, nach den in Civilsachen anwendbaren Zuständigkeits- und Rechtsverfahren, festgesetzt; kommt es zur Abschätzung durch Sachverständige, so kann der Richter nur einen Sachverständigen bestimmen, welcher gegebenenfalls folgenden Eid ablegen wird: „Ich schwöre, meinen Auftrag zu erfüllen und meinen Bericht anzufertigen nach bestem Wissen und Gewissen. Ich schwöre es, so wahr mir Gott helfe“.

Art. 7. Falls auf Grund der ihr bezüglich der Generalkonzession gemachten Angebote die Regierung es im Landesinteresse für angebracht findet, die Konzession auf die Verwendung der durch die Stromerzeugungsanlagen erzeugten Gase auszuweiten, ist sie ermächtigt, in die zu bewilligende Konzession die Verteilung dieses Gases zu Beleuchtungs-, Heizungs- und sonstigen industriellen Zwecken auf dem im Konzessionsvertrage näher zu bezeichnenden Landesgebiet einzubegreifen.

Art. 8. Übertretungen dieses Gesetzes, sowie der in Ausführung des gegenwärtigen Gesetzes erlassenen öffentlichen Verwaltungsreglemente, werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit einer Geldbuße von 51 bis zu 1000 Franken, oder nur mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Bestimmung des Artikels 523 des Strafgesetzbuches ist anwendbar auf Zerstörungstaten und diejenige des Artikels 563^b desselben Gesetzbuches auf Zerstörungs- und Beschädigungstaten von Maschinen und Einrichtungen, welche zur Erzeugung, Übertragung oder Verteilung der elektrischen Energie dienen.

Das erste Buch des Strafgesetzbuches, Artikel 566 desselben Gesetzbuches, sowie das Gesetz vom 18. Juni 1879, abgeändert durch dasjenige vom 16. Mai 1904, über die Befugnisse der Gerichte in Sachen mildernder Umstände sind auf die durch dieses Gesetz vorgesehenen Übertretungen anwendbar.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 2 février 1924.

CHARLOTTE.

Le Directeur général des Travaux publics,
G. SOISSON.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 2. Februar 1924.

Charlotte.

Der Generaldirektor der öffentlichen Arbeiten,
W. S o i s s o n.

Rendement des impôts indirects pendant l'année 1923.

PRODUITS.	Recouvrements de l'année 1923.	Évaluations budgétaires pour l'année 1923.	Recouvrements de l'année 1923	Comparaison avec les évaluations budgétaires de l'année 1923.
<i>A. Enregistrement:</i>				
Enregistrement	4.254.210	3.200.000	5.195.313	+ 1.995.313
Hypothèques	678.634	550.000	905.910	+ 355.910
Successions	993.233	750.000	1.005.626	+ 255.626
Timbre	974.118	700.000	1.118.892	+ 418.892
Timbres pour lettres de voiture . .	657.912	1.900.000	996.770	— 903.230
Chiffre d'affaires	268.699	10.000.000	14.271.893	+ 4.271.893
Taxes d'abonnement	2.250.398	2.000.000	2.310.811	+ 310.811
Billets de banque	—	—	64.112	+ 64.112
Amendes fiscales	60.796	50.000	41.421	— 8.579
Amendes en matière répressive . .	630.262	190.000	536.921	+ 346.921
Brevets d'invention	91.390	80.000	85.810	+ 5.810
Taxes diverses	41.629	40.000	51.491	+ 11.491
Recettes diverses	2.535.860	2.669.968	3.292.691	+ 622.723
Totaux . .	13.437.141	22.129.968	29.877.661	+ 7.747.693
<i>B. Postes.</i>				
Postes	4.579.214	4.700.000	5.288.552	+ 588.552
Télégraphes	561.074	700.000	859.401	+ 159.401
Téléphones	1.993.467	2.250.000	2.515.495	+ 265.495
Totaux . .	7.133.755	7.650.000	8.663.448	+ 1.013.448

Observations. — *Enregistrement:* A l'exception de l'impôt du timbre sur les lettres de voiture dont le produit dépend de la régularité de nos relations ferroviaires avec les pays voisins, tous les impôts ainsi que les produits divers recouverts par l'administration de l'enregistrement ont fourni des plus-values dont l'ensemble dépasse de 7.747.693 fr. les prévisions budgétaires. Les recouvrements de cet exercice atteignent le chiffre de 29.877.661 fr. — Les droits d'enregistrement ont progressé sensiblement avec les prix des immeubles de toute nature; il en est de même

des droits d'hypothèque et des droits de succession. La plus-value du timbre est due en grande partie au relèvement récent de la taxe frappant les permis de chasse et les permis de pêche. — L'impôt sur le chiffre d'affaires continue à fournir un rendement satisfaisant et en progrès, de trimestre et trimestre. — Les recettes diverses comprennent un chiffre assez élevé représentant en partie le prix de vente des nombreuses places à bâtir sur le plateau Bourbon.

Postes, Télégraphes et Téléphones: Les recouvrements de l'année 1923 représentent la recette nette, après déduction des remboursements faits ou à faire aux Offices étrangers, aux montants de 90.000, 600.000 et resp. 338.000 fr.; cependant les chiffres de la dernière colonne sont encore susceptibles de légères modifications. Il se peut en effet que lors du règlement avec les Offices étrangers des décomptes encore en suspens, les dépenses effectives diffèrent dans l'un ou l'autre sens des évaluations ci-dessus, selon le cours du change au moment du paiement des soldes. En outre le bureau des postes à Luxembourg-ville fera encore, sur ses comptes supplémentaires pour l'exercice 1923, quelques recettes postales provenant principalement de bonifications à faire à l'Office du Grand-Duché par les administrations étrangères du chef du service des colis postaux; ces recettes peuvent être évaluées à fr. 54.000. Somme toute, la plus-value des recettes postales, télégraphiques et téléphoniques dépassera le million.

Luxembourg, le 30 janvier 1924.

Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS.

Avis. — Crédit foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.

Obligations foncières 3½% sorties au deuxième tirage, du 21 janvier 1924

Litt. A. — 194 obligations de 200 francs.

Nos 85, 96, 116, 183, 203, 236, 292, 432, 466, 596, 771, 843, 935, 965, 1127, 1136, 1185, 1249, 1288, 1304, 1364, 1510, 1597, 1662, 1789, 1883, 2147, 2155, 2230, 2293, 2405, 2422, 2451, 2499, 2525, 2528, 2665, 2728, 2843, 2862, 2887, 2931, 3079, 3099, 3179, 3231, 3235, 3335, 3342, 3346, 3358, 3401, 3409, 3433, 3531, 3608, 3635, 3692, 3723, 3753, 3804, 3979, 4055, 4226, 4246, 4348, 4362, 4521, 4531, 4778, 4816, 4882, 4909, 5021, 5022, 5040, 5165, 5241, 5261, 5296, 5429, 5500, 5562, 5594, 5653, 5797, 5838, 5854, 5876, 5996, 6009, 6106, 6156, 6184, 6196, 6225, 6256, 6616, 6651, 6739, 6811, 6819, 6830, 7066, 7104, 7176, 7203, 7220, 7235, 7364, 7389, 7397, 7652, 7699, 7791, 7810, 7825, 7849, 7853, 7916, 8012, 8024, 8120, 8168, 8185, 8236, 8243, 8298, 8305, 8347, 8387, 8539, 8544, 8578, 8587, 8600, 8764, 8841, 8903, 9003, 9092, 9105, 9165, 9167, 9203, 9247, 9340, 9451, 9546, 9547, 9559, 9657, 9660, 9679, 9782, 9838, 9857, 9867, 9932, 9950, 10021, 10067, 10078, 10098, 10103, 10176, 10284, 10398, 10427, 10490, 10531, 10554, 10563, 10678, 10743, 10788, 10866, 10887, 10919, 10977, 10996, 11029, 11125, 11132, 11219, 11244, 11340, 11348, 11349, 11354, 11461, 11562, 11572, 11715.

Litt. B. — 604 obligations de 500 francs

Nos 40, 55, 150, 295, 369, 510, 539, 566, 569, 647, 702, 704, 714, 787, 852, 894, 898, 948, 1020, 1303, 1367, 1430, 1434, 1461, 1585, 1605, 1664, 1721, 1936, 1995, 2076, 2102, 2182, 2184, 2195, 2387, 2388, 2402, 2412, 2525, 2537, 2553, 2557, 2638, 2670, 2731, 2754, 2890, 2926, 3037, 3041, 3342, 3369, 3445, 3456, 3483, 3496, 3505, 3561, 3670, 3729, 3752, 3903, 3939, 3957, 4004, 4089, 4153, 4196, 4295, 4325, 4342, 4345, 4432, 4491, 4608, 4639, 4640, 4671, 4716, 4860, 4974, 5031, 5111, 5344, 5347, 5407, 5463, 5540, 5542, 5574, 5577, 5651, 5712, 5813, 5834, 5912, 5958, 6001, 6090, 6102, 6237, 6374, 6538,

6574, 6722, 6727, 6830, 6850, 6874, 6961, 6969, 7018, 7029, 7069, 7155, 7177, 7198, 7212, 7242, 7380, 7434, 7493, 7519, 7535, 7592, 7625, 7729, 7735, 7768, 7815, 7822, 7846, 7908, 7912, 7986, 7991, 8020, 8044, 8120, 8128, 8137, 8158, 8173, 8253, 8384, 8455, 8489, 8544, 8616, 8656, 8665, 8666, 8943, 9056, 9067, 9107, 9254, 9274, 9275, 9301, 9365, 9391, 9453, 9475, 9494, 9497, 9526, 9604, 9628, 9673, 9675, 9754, 9757, 9851, 9893, 9934, 10015, 10160, 10219, 10244, 10295, 10616, 10627, 10646, 10735, 10752, 10813, 10933, 10974, 11008, 11258, 11294, 11326, 11523, 11527, 11611, 11621, 11631, 11704, 11714, 11773, 11818, 12056, 12057, 12103, 12106, 12147, 12295, 12330, 12418, 12436, 12541, 12610, 12651, 12725, 12738, 12814, 12845, 12974, 12983, 13070, 13074, 13159, 13195, 13217, 13336, 13411, 13464, 13571, 13863, 13903, 13925, 13970, 13986, 14004, 14015, 14032, 14087, 14092, 14222, 14293, 14362, 14475, 14512, 14580, 14591, 14678, 14689, 14771, 14877, 14974, 15017, 15036, 15046, 15047, 15202, 15218, 15281, 15302, 15382, 15399, 15418, 15430, 15643, 15654, 15729, 15759, 15773, 15797, 15830, 15833, 15875, 16013, 16137, 16156, 16299, 16311, 16420, 16452, 16458, 16536, 16554, 16600, 16629, 16649, 16705, 16740, 16819, 16904, 16967, 16995, 17001, 17008, 17012, 17046, 17106, 17155, 17163, 17217, 17310, 17387, 17404, 17454, 17503, 17543, 17545, 17551, 17572, 17600, 17627, 17682, 17707, 17746, 17751, 17861, 17920, 17941, 18026, 18090, 18266, 18400, 18413, 18448, 18488, 18497, 18527, 18619, 18674, 18779, 18804, 18884, 18896, 18949, 18975, 19080, 19082, 19192, 19196, 19209, 19228, 19284, 19462, 19468, 19501, 19571, 19604, 19669, 19833, 19872, 19879, 20031, 20122, 20147, 20164, 20208, 20237, 20253, 20338, 20438, 20455, 20517, 20590, 20649, 20677, 20833, 20930, 20989, 21031, 21056, 21102, 21187, 21258, 21302, 21402, 21438, 21442, 21510, 21683, 21687, 21712, 21781, 21788, 21898, 22097, 22139, 22157, 22183, 22200, 22323, 22382, 22383, 22414, 22434, 22505, 22529, 22622, 22651, 22714, 22727, 22793, 22847, 22849, 22924, 23024, 23029, 23097, 23111, 23332, 23352, 23388, 23409, 23474, 23478, 23494, 23501, 23517, 23538, 23600, 23657, 23786, 23860, 23922, 23971, 24194, 24197, 24302, 24316, 24387, 24412, 24448, 24552, 24595, 24632, 24733, 24971, 25023, 25040, 25045, 25087, 25278, 25324, 25337, 25501, 25546, 25558, 25615, 25629, 25720, 25783, 25812, 25856, 25914, 25977, 26151, 26188, 26340, 26350, 26353, 26372, 26428, 26440, 26465, 26534, 26618, 26644, 26653, 26655, 26860, 26930, 26971, 27075, 27116, 27139, 27157, 27172, 27347, 27389, 27537, 27541, 27652, 27686, 27743, 27758, 27767, 27818, 27840, 27996, 28064, 28132, 28214, 28316, 28382, 28427, 28428, 28462, 28466, 28526, 28610, 28615, 28626, 28953, 28976, 29052, 29098, 29236, 29321, 29323, 29348, 29469, 29495, 29501, 29502, 29539, 29688, 29745, 29951, 30114, 30158, 30391, 30545, 30565, 30585, 30679, 30859, 30977, 31061, 31310, 31320, 31455, 31468, 31519, 31565, 31636, 31697, 31765, 31840, 31871, 31934, 32049, 32084, 32145, 32148, 32159, 32166, 32222, 32404, 32510, 32532, 32563, 32593, 32709, 32720, 32809, 32877, 32924, 32945, 32974, 33157, 33226, 33238, 33245, 33274, 33309, 33388, 33392, 33430, 33475, 33531, 33609, 33639, 33675, 33704, 33708, 33715, 33722, 34090, 34171, 34315, 34371, 34378, 34457, 34688, 34885, 34891, 34921, 34997, 35221, 35230, 35287, 35387, 35390, 35481, 35573, 35623, 35644, 35755, 35783, 35839, 35850, 35873, 35888, 35908, 35913

Litt C. — 275 obligations de 1000 francs

N^{os} 16, 192, 206, 221, 223, 248, 387, 429, 439, 516, 537, 693, 701, 741, 809, 841, 1003, 1014, 1075, 1140, 1223, 1300, 1313, 1329, 1440, 1453, 1468, 1477, 1651, 1690, 1744, 1913, 1942, 2100, 2147, 2156, 2180, 2276, 2461, 2463, 2704, 2796, 2858, 2878, 3029, 3112, 3280, 3376, 3423, 3460, 3515, 3527, 3528, 3530, 3572, 3598, 3622, 3701, 3780, 3791, 3827, 4007, 4191, 4221, 4277, 4416, 4449, 4491, 4562, 4571, 4695, 4800, 4841, 4859, 4863, 4897, 5011, 5015, 5119, 5146, 5171, 5206, 5285, 5388, 5397, 5418, 5422, 5443, 5515, 5569, 5652, 5662, 5678, 5744, 5805, 5842, 5929, 5936, 5941, 5972, 5978, 5991, 6284, 6545, 6591, 6666, 6670, 6726, 6735, 6828, 6853, 6867, 6891, 6918, 6991, 7136, 7288, 7291, 7378, 7391, 7403, 7525, 7550, 7643, 7730, 7833, 8153, 8171, 8297, 8360, 8379, 8417, 8424, 8489, 8592, 8696, 8794, 8803, 8822, 8823, 8827, 8835, 8841, 8956, 8967, 8975, 9032, 9294, 9342, 9403, 9424, 9431, 9481, 9490, 9542, 9549, 9581, 9593, 9594, 9667, 9837, 9873, 9996, 10018, 10138, 10189, 10337, 10404, 10462, 10542, 10587, 10590, 10624, 10636, 10641, 10648, 10760, 10803, 10955, 11015, 11058, 11084, 11106, 11325,

11434, 11529, 11557, 11606, 11662, 11708, 11744, 11808, 11852, 11895, 11963, 11987, 12101, 12136, 12148, 12156, 12193, 12244, 12378, 12417, 12424, 12435, 12556, 12643, 12644, 12662, 12687, 12699, 12705, 12817, 12857, 12919, 12930, 12972, 13001, 13034, 13097, 13136, 13154, 13210, 13235, 13237, 13355, 13360, 13423, 13542, 13545, 13601, 13602, 13632, 13646, 13668, 13689, 13699, 13789, 13889, 13988, 14016, 14058, 14074, 14085, 14205, 14293, 14405, 14429, 14440, 14463, 14492, 14724, 14818, 14952, 15112, 15149, 15180, 15220, 15290, 15351, 15423, 15472, 15554, 15649, 15688, 15694, 15713, 15933, 16099, 16130, 16218, 16242, 16263, 16368.

Ces titres sont remboursés au pair, sans frais, à partir du 1^{er} avril 1924, soit à la caisse du Crédit foncier de l'Etat à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne.

Ils cessent de porter intérêts à partir du 1^{er} avril 1924.

Liste des obligations sorties au tirage du 23 juillet 1923, et non encore présentées au remboursement à ce jour.

Litt. A, de 200 francs.

N^{os} 127, 185, 301, 490, 865, 990, 1200, 1643, 1732, 1969, 1988, 2403, 2635, 2784, 2792, 2797, 2829, 3127, 3377, 3572, 3677, 3948, 4456, 4547, 5693, 5822, 5843, 6048, 6301, 6484, 6613, 6641, 7135, 7361, 7365, 7465, 7521, 7586, 7760, 7779, 7858, 7928, 8125, 8346, 8398, 8447, 8518, 8610, 8677, 8731, 8766, 8874, 9274, 9327, 9374, 9465, 9512, 9701, 9705, 9940, 10334, 10348, 10364, 10575, 10593, 10610, 10917, 11171, 11333, 11579, 11596.

Litt. B, de 500 francs.

N^{os} 97, 316, 381, 460, 558, 559, 625, 659, 668, 1257, 1384, 1517, 1606, 1651, 1680, 2200, 2232, 2370, 3619, 3689, 4235, 4764, 4816, 5045, 5537, 5622, 5638, 5774, 6037, 6442, 6647, 6673, 6750, 6954, 7100, 7334, 7426, 7526, 7949, 8052, 8167, 8486, 8572, 8635, 9001, 9658, 9863, 9932, 9991, 10391, 10450, 10463, 10579, 10744, 10756, 10785, 10892, 11153, 11171, 11174, 11255, 11400, 11629, 11858, 12031, 12041, 12048, 12439, 13578, 13926, 14053, 14112, 14868, 14928, 14956, 15100, 15310, 15414, 15637, 16219, 16244, 16316, 16428, 16622, 16634, 16841, 16915, 17238, 17560, 17846, 18125, 18289, 18472, 18600, 18816, 19060, 19254, 19411, 19610, 19658, 19768, 19869, 20317, 20782, 20885, 20982, 21212, 21286, 21561, 21711, 21827, 22009, 22011, 22125, 22158, 22437, 22748, 23243, 23293, 23456, 23658, 23760, 23835, 24452, 24802, 24908, 25011, 25068, 25328, 25341, 25449, 25718, 25923, 25952, 26019, 26032, 26045, 26117, 26470, 26502, 26701, 26761, 26859, 26881, 27093, 27125, 27162, 27183, 27242, 27570, 27785, 27824, 27928, 28314, 28527, 28696, 29121, 30198, 30211, 30244, 30845, 31719, 31981, 32015, 32865, 33723, 33830, 33857, 33954, 33979, 34169, 34249, 34260, 34347, 34628, 34953, 35228, 35267, 35596, 35683.

Litt. C, de 1000 francs.

N^{os} 160, 169, 195, 241, 274, 425, 582, 638, 721, 780, 800, 934, 989, 1147, 1282, 1297, 1600, 1781, 2179, 2189, 2278, 2330, 2506, 2512, 2610, 3125, 3405, 3812, 3939, 4208, 4846, 5561, 5877, 6124, 6216, 6249, 6648, 6655, 6716, 6834, 6863, 6925, 7039, 8355, 8655, 9078, 9151, 9355, 9807, 9812, 10034, 10116, 10218, 10398, 10456, 10559, 10698, 11161, 11220, 11857, 12396, 12586, 12628, 12645, 12646, 12831, 13147, 13366, 13432, 13433, 13466, 13670, 13713, 14156, 14223, 14259, 14340, 14496, 14506, 14512, 14601, 14815, 14842, 15041, 15042, 15470, 15493, 15666, 15990, 16008, 16082, 16193, 16239, 16490.

Ces titres cessent de porter intérêts à partir du 1^{er} octobre 1923.

Luxembourg, le 26 janvier 1924.

Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS,

Arrêté grand-ducal du 10 mai 1922, déclarant la déchéance de la Société Vering et Waechter de Berlin de la concession du raccordement du chemin de fer à voie étroite de Thionville à Mondorf avec Mondorf-les-Bains.

Nous Charlotte, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau etc., etc., etc.;

Vu la loi du 3 avril 1903, portant approbation de la convention du 7—25 juillet 1902, par laquelle le Gouvernement concède à la Société de construction et d'exploitation de chemins de fer Vering et Waechter de Berlin, sous les réserves y reprises et sous les clauses et conditions du cahier des charges y annexé, la concession pour la construction et l'exploitation du tronçon terminal de la ligne de chemin de fer à voie étroite de Thionville à Mondorf-les-Bains, du point où elle débouche sur le territoire luxembourgeois jusqu'à la gare des chemins de fer secondaires;

Considérant que la Société Vering et Waechter a abandonné l'exploitation de la ligne en 1914 et est hors d'état de la reprendre et de remplir les charges et devoirs assumés par elle en vertu de la dite convention;

Vu l'art. 22 du cahier des charges susmentionné;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la Justice et des Travaux publics et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. La Société de construction et d'exploitation de chemins de fer Vering et Waechter de Berlin est déclarée déchuë de la concession lui faite par la convention du 7—25 juillet 1902, approuvée par la loi du 3 avril 1903.

Großh. Beschluß vom 10. Mai 1922, wodurch die Gesellschaft Vering u. Waechter, Berlin, der Konzession, betreffend die Verbindung der Diedenhofen-Mondorfer Kleinbahn mit Bad-Mondorf, verlustig erklärt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, usw., usw., usw.:

Nach Einsicht des Gesetzes vom 3. April 1903, betreffend die Genehmigung des Vertrags vom 7.—25. Juli 1902, wodurch die Regierung der Eisenbahn-Bau- und Betriebs-Gesellschaft Vering und Waechter, Berlin, unter den in diesem Vertrage gemachten Vorbehalten und unter den Klauseln und Bedingungen des demselben beigefügten Lastenhefts, die Konzession zum Bau und Betrieb der Endstrecke der Kleinbahn von Diedenhofen nach Bad-Mondorf vom Punkte an, wo dieselbe auf luxemburgisches Gebiet übergeht bis zum Bahnhof der Luxemburger Sekundärbahnen, erteilt;

In Erwägung, daß die Gesellschaft Vering und Waechter, im Jahre 1914, den Betrieb der Bahn gänzlich aufgegeben hat und außer Stande ist, denselben wieder aufzunehmen und die durch den genannten Vertrag übernommenen Lasten und Pflichten zu erfüllen;

Nach Einsicht des Art. 22 des vorerwähnten Lastenheftes;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Justiz und der öffentlichen Arbeiten und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Eisenbahn-Bau- und Betriebs-Gesellschaft Vering und Waechter, Berlin, ist der Konzession verlustig erklärt, die ihr gemäß dem durch Gesetz vom 3. April 1903 genehmigten Vertrag vom 7.—25. Juli 1902 erteilt worden ist.

Art. 2. Notre Directeur général de la Justice et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 10 mai 1922.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de la Justice
et des Travaux publics,
G. LEIDENBACH.*

Art. 2. Unser General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten ist mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, betraut.

Schloß Berg, den 10. Mai 1922.

Charlotte.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
W. L e i d e n b a c h.*

**Arrêté concernant la dissolution de la caisse de maladie de la société F. de Saintignon et Cie.
à Lasauvage.**

Vu la décision que l'assemblée générale de la caisse de maladie de la société F. de Saintignon et Cie., à Lasauvage, en date du 27 décembre 1923, a prise d'accord avec la société;

Vu la proposition de la caisse de maladie de la société d'Ougrée-Marihaye, à Rodange, qui a repris les exploitations et immeubles de la société F. de Saintignon et Cie.;

Vu l'avis favorable émis en séance du 12 janvier 1924 par le collège échevinal de la commune de Differdange;

Vu l'art. 50 de la loi sur l'assurance-maladie du 31 juillet 1901;

Arrête:

Art. 1^{er}. La caisse de maladie de la société F. de Saintignon et Cie., à Lasauvage, est dissoute et ses membres sont rattachés à la caisse de maladie de la société d'Ougrée-Marihaye, à Rodange;

Art. 2. Après paiement des dettes existantes, le patrimoine de la caisse dissoute passera à la caisse de maladie d'Ougrée-Marihaye, à Rodange.

Art. 3. Cet arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 janvier 1924,

*Le Directeur général de l'Agriculture,
de l'Industrie et de la Prévoyance sociale,
R. DE WAHA.*

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté ministériel du 29 janvier 1924, la mutualité *Sparverein der Gemeinde Tüntingen* à Tuntange a été légalement reconnue et ses statuts ont été approuvés.

Les statuts de la mutualité sont la reproduction exacte du type-modèle élaboré par le Gouvernement et les mêmes que ceux de la mutualité „Sparverein der Gemeinde Diekirch“, publiés à la page 251 du *Mémorial* de 1921; le capital final d'épargne est fixé à mille fois le montant de la cotisation hebdomadaire. — 29 janvier 1924.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 1^{er} février 1923 le conseil communal de Reckange a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette commune. — Cette modification a été dûment publiée. — 31 janvier 1924.

Caisse d'Épargne et Crédit foncier du Grand-Duché de Luxembourg.
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 1924

Caisse d'épargne

Avoir des déposants		fr. 175.766.388 79
Versements pendant l'année 1923	Nombre	58.859
	Montant fr.	38.525.814 27
Remboursements pendant l'année 1923	Nombre	51.118
	Montant fr.	45.754.201 53
Nombre des livrets en cours		fr. 132.497
Avances en compte courant aux communes et aux syndicats intercommunaux *) fr.		15.692.723 63
Avances en compte courant au Crédit Foncier *)		fr. 4.602.882 75
Avances au service des habitations à bon marché*)		fr. 13.006.393 48
Avances à des caisses de crédit agricole et professionnel*)		fr. 42.981 90
Avances sur titres *)		fr. 404.337 37

*) Non compris les intérêts dus au 31 décembre 1923.

Crédit foncier.

Nombre des prêts		4571
Montant en capital des	Prêts hypothécaires aux particuliers	fr. 41.679.900 —
	Prêts aux établissements publics.	fr. 769.000 —
	Prêts aux associations syndicales	fr. 281.650 —
	Prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux	fr. 35.427.215 —
}		78.157.765 —
Versements restant à faire sur prêts		fr. 343.000 —
Amortissements		fr. 16.330.780 87
Remboursements anticipés		fr. 20.351.943 80
Solde en capital des prêts en cours		fr. 41.475.040 33
Obligations foncières en circulation, dont Fr. 11 928,000 — déposées contre certificats nominatifs)		fr. 35.417.200.—

Service des habitations à bon marché.

Nombre des prêts	avec assurance-vie	1852	} 2321
	sans assurance-vie	469	
Montant en capital des prêts	avec assurance-vie	fr. 15.616.770 —	} 19.570.610 —
	sans assurance-vie	fr. 3.953.840 —	
Versements restant à faire sur prêts		fr. 1.053.900 —	
Amortissements		fr. 3.247.938 05	
Remboursements anticipés		1.856.426 65	
Solde en capital des prêts en cours		fr. 14.466.245 30	
Primes versées à la compagnie d'assurances		fr. 976.233 63	

Avis. — Postes. — L'avis publié au *Mémorial* no 3 du 24 janvier 1924, par rapport à la suppression de l'agence postale auxiliaire à *Hovelange*, à partir du 1^{er} février 1924, est à compléter en ce sens que l'agence de la poste aux colis à *Hovelange*, combinée jusqu'ici avec l'agence auxiliaire, est supprimée également à partir de la même date. — 29 janvier 1924.

Avis. — Timbre. — Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'Enregistrement à Esch-sur-Alzette le 31 décembre 1923, vol. 45, art. 3307, que la société Quincaillerie d'Esch-sur-Alzette a acquitté les droits de timbre à raison de 2000 actions nouvelles de 500 fr. chacune portant les Nos 3001 à 5000.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'Enregistrement des actes civils à Luxembourg le 2 janvier 1924 vol. 64, art. 1155 que la société an. *Naval* à Luxembourg a acquitté les droits de timbre à raison de 1^o 485 actions nouvelles de 500 fr. chacune portant les Nos 1001 à 1485; 2^o 335 actions d'apport de 500 fr. chacune portant les Nos 1501 à 1835 et 3^o 200 parts bénéficiaires évaluées 1 fr chacune portant les Nos 1 à 200.

Il résulte d'une quittance délivrée par le même receveur le 11 janvier 1924, vol. 64 art 1197 que la société an. Briqueteries de Steinfort à Luxembourg, a acquitté le droit de timbre à raison de 2000 actions de 500 fr. chacune portant les Nos 1 à 2000.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'Enregistrement à Diekirch, le 12 janvier 1924 vol. 60 art. 1580 que la société *Metagrill* à Ettelbruck a acquitté le droit de timbre à raison de 150 actions nouvelles de 500 fr. chacune portant les Nos 601 à 750.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'Enregistrement à Esch-sur-Alzette, le 17 janvier 1924 vol. 45 art. 3397 que la société an anciennement *A. Heisen et Cie.* à Esch-sur-Alzette a acquitté le droit de timbre à raison de 250 actions nouvelles de 1000 fr. chacune portant les Nos 751 à 1000.

Les présentes déclarations sont destinées à satisfaire aux prescriptions de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872. — 28 janvier 1924.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. Heitel à Luxembourg, en date du 21 janvier 1924 que l'opposition formée suivant avis publié le 28 novembre 1923 à la page 688 du *Mémorial*, contre le paiement du capital et des coupons de 10 obligations 3%, deuxième émission de la Société an. des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg à Luxembourg d'une valeur nominale de 500 fr. chacune, relate par erreur l'obligation N° 128882, alors qu'il doit s'agir en réalité de celle N° 128872.

Par l'exploit susvisé il est donné mainlevée en ce qui concerne l'obligation N° 128882 en même temps qu'il est formé opposition par rapport à celle N° 128872 avec coupons au 1^{er} novembre 1914 et ss.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte des titres au porteur. — 22 janvier 1924.

Avis. — Assurances. — Sous la date du 12 décembre dr. M. Antoine *Toellé* à Luxembourg a été agréé comme agent général pour le Grand-Duché de la Société anonyme d'assurances „La Nationale Luxembourgeoise”, pour les branches vie, accident et responsabilité civile. — 29 janvier 1924.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de M. le Directeur Général de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Prévoyance sociale, en date du 29 janvier 1924, la modification suivante, apportée à l'art. 13 des statuts de la caisse régionale de maladie de *Bettembourg*, par décision de l'assemblée générale du 27 janvier 1924, a été approuvée.

Substance de la modification à l'art. 13, dernier alinéa: La durée maximum des secours est portée à 26 semaines. — 29 janvier 1924.

Avis. — Associations syndicales. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour la construction d'un chemin d'exploitation au lieu dit „Beim Wehrbusch” à *Hosingen* a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de *Hosingen*. — 22 janvier 1924.

Avis. — Service sanitaire. — Les personnes ci-après désignées sont autorisées à exercer comme sages-femmes dans le Grand-Duché, à savoir :

Catherine Greiveldinger, née à Lenningen, le 31 décembre 1900;
 Catherine Heinesch, née à Knuttange (Lorraine), le 17 novembre 1903;
 Elise Hansen, née à Eischen, le 1^{er} mai 1904;
 Mathilde Junck, née à Helmdange, le 21 décembre 1888;
 Marguerite Lucas, née à Perlé, le 5 mai 1899;
 Barbe Majerus, née à Esch-s.-Sûre, le 15 mai 1902;
 Thérèse Marquis, née à Redange (Moselle), le 11 novembre 1892;
 Marie Molter, née à Bous, le 11 décembre 1898;
 Marie Reder, née à Niedercorn, le 29 janvier 1904.

Luxembourg, le 5 février 1924.

Avis. — Règlement communal — En séance du 1^{er} février 1923 le conseil communal de Reckange a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette commune. — Cette modification a été dûment publiée. — 31 janvier 1924.

Avis. — Musée. — Par arrêté g.-d. du 2 février 1924 il a été accordé sur sa demande, à M. Victor Ferrant démission honorable de ses fonctions de Conservateur du Musée.

Par le même arrêté M. Ferrant a été nommé Conservateur honoraire du Musée. — 4 février 1924.

Avis. — Dissolution de la caisse publique de crédit agricole et professionnel à Fischbach. — En conformité des délibérations du conseil communal de Fischbach ainsi que du conseil d'administration de la caisse publique, de crédit agricole et professionnel y établie, la dissolution de ladite caisse de crédit a été prononcée par arrêté de M. le Directeur général des finances du 1^{er} février 1924. — 1^{er} février 1924.

Avis. — Dissolution de la caisse publique de crédit agricole et professionnel à Schifflange. — En conformité des délibérations du conseil communal de Schifflange ainsi que du conseil d'administration de la caisse publique de crédit agricole et professionnel y établie, la dissolution de ladite caisse a été prononcée par arrêté de M. le Directeur général des finances du 2 février 1924. — 2 février 1924.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 21 décembre 1923, le conseil communal de Kayl a modifié le règlement sur les jeux et amusements publics, à organiser dans cette commune. Ces modifications ont été dûment approuvées et publiées.

En séance du 26 décembre 1923, le conseil communal de Walferdange a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette commune. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 4 février 1924.

Erratum. — Douanes. — Remplacer dans la dernière colonne du tableau des documents exigés pour le transport de marchandises dans le rayon réservé de la douane (*Mémorial* 1922, N° 29bis page 199, 3^e et 4^e ligne), l'indication „B Passavant ou déclaration-passavant *non visée*” par „B. Passavant ou déclaration-passavant *visée*” — 28 janvier 1924.
